

Seul le discours prononcé fait foi

Sommet du Végétal
Mardi 19 janvier 2010

Discours de Jean-Michel Lemétayer
Président de la FNSEA

Monsieur le Ministre,
Monsieur le Président, cher Philippe,
Messieurs les Présidents,
Mes Chers Amis,

Je suis très heureux de participer à ce quatrième sommet du végétal. L'an dernier nous étions à Strasbourg et depuis, beaucoup d'événements ont modifié le paysage de la filière céréalière et malheureusement pas dans le bon sens.

Philippe Pinta, Xavier Beulin et Christophe Terrain, tous 3 administrateurs de la FNSEA que je remercie de leur travail, apport à nos réflexions et à la préparation du Congrès peuvent témoigner autant que moi de la détresse de tous les producteurs.

Oui, l'agriculture française connaît une crise sans précédent à laquelle vos productions n'échappent pas. Je sais que vous prenez de plein fouet le retournement des marchés, la baisse des cours et des prix de consommations intermédiaires qui restent élevés.

Cette situation, nous avons voulu la faire connaître, faire connaître la réalité de nos revenus. Avec les autres secteurs de production, vous avez sous notre bannière commune « FNSEA », fortement participé à la mobilisation du 16 octobre : 52000 agriculteurs dans les rues ce n'est pas rien !

Et cette mobilisation a été à la hauteur du désespoir des producteurs. Nous avons obtenu la mise en place d'un plan de soutien dans lequel vous devez pouvoir trouver un ballon d'oxygène pour vos exploitations. Il se met en place progressivement et nous resterons vigilants et intraitables pour que personne ne reste sur le bord de la route et que si besoin était, des rallonges soient accordées.

D'ailleurs, monsieur le Ministre, vous avez donné votre accord pour la fongibilité des enveloppes, vous complèterez donc le plan de soutien pour qu'aucun n'agriculture n'ait de problème de trésorerie !

Nous subissons les conséquences de la réforme de 2003 avec la fin de la gestion et de la régulation des marchés.

Et la sanction est immédiate : baisse globale du revenu agricole 2009 de 34% dont une chute de 51% pour le secteur des grandes cultures.

ORAMA et la FNSEA n'ont eu de cesse de dénoncer ces nouvelles orientations de la PAC. Mais nous n'avons pas été entendus, notamment et je le regrette vivement par une majorité des organisations européennes partenaires au sein du COPA. C'est désolant de

constater que l'Union européenne privilégie désormais la construction politique d'un pôle de stabilité au détriment de la construction d'un ensemble économique.

Je sais que le bilan de santé est un sujet de crispation.

Même si cela ne peut pas vous satisfaire, il a toujours été admis qu'un rééquilibrage était nécessaire.

Cependant, le bilan de santé représente une marche bien trop haute pour vos exploitations. Rendez-moi grâce : dès connaissance du bilan de santé il y a un an, j'ai immédiatement déclaré que les efforts demandés ne seraient pas supportables s'il y avait un retournement des marchés. Nous y sommes.

C'est la raison pour laquelle je vous apporte mon appui sans réserve pour obtenir la réunion du comité de suivi auquel s'était engagé le Président de la République en mars 2009. Des soutiens spécifiques à vos secteurs devront être mis en place.

Ce bilan de santé a mis en évidence l'indispensable obligation de trouver au sein de la FNSEA des positions communes à faire valoir auprès du gouvernement.

Nous n'avons pu en présenter une car la cohérence n'était pas possible devant des besoins et des attentes très opposés entre secteurs et zones de production.

Pour que nous ayons une position commune, il faut que nous sachions parler la même langue, utiliser le même langage et donner le même sens aux soutiens.

A ce titre, les différences de conception du droit à paiement unique au sein même de la FNSEA ne sont pas porteuses de positions unitaires : dans les prochains mois, il faudra nous atteler à ces clarifications de fonds car vous savez que l'avenir qui nous attend, c'est le défi de proposer le contenu d'une nouvelle PAC à compter de 2013.

De nouveaux outils sont à imaginer. Des outils, au-delà de l'assurance, permettant une flexibilité des soutiens car je pense sincèrement qu'à la volatilité des marchés il faut répondre par la flexibilité des aides.

Nous devons nous poser les bonnes questions et y répondre ensemble. En tout état de cause, je le répète le tout DPU ne constituera jamais une politique agricole. Il faut concevoir de nouveaux moyens d'accompagnement avec notre volonté commune de maintenir sa dimension économique à la PAC.

Nous devons ensemble relever le défi de propositions novatrices et ambitieuses. Sachons intégrer et expliquer que demain ne sera plus comme hier.

Dans cet esprit, nous organisons une tournée régionale afin de donner à tous les responsables syndicaux départementaux et régionaux les mêmes éléments de contexte agricole nationaux, européen, financier, institutionnel et internationaux dans lequel l'Union Européenne va préparer les propositions de la PAC d'après 2013. Nous préparons ainsi, au sein de la FNSEA, la position la plus forte et la plus commune possible.

Sur le plan franco-français notre premier défi, c'est celui de la compétitivité. Nous devons saisir l'opportunité de la loi de modernisation pour y apporter des réponses avec une volonté d'enrichir les débats :

- D'abord, c'est la définition d'une politique de l'alimentation dans laquelle nous allons défendre la place de l'agriculture.

- Ce sont ensuite les enjeux de la place des producteurs dans les filières et du poids que veulent tenir 450000 livreurs agricoles avec 10000 industries agro-alimentaires face à 5 centrales d'achat dans un quasi monopole de la grande distribution.

- C'est le rôle que l'on veut donner à nos interprofessions à côté de l'office unique qu'est FranceAgrimer. Je tiens ici à féliciter Xavier Beulin, président de FranceAgrimer et Fabien Bova, illustrant la bonne complémentarité des pouvoirs publics.

- Enfin, c'est la mise en place de protection du foncier. Il faut trouver un bon équilibre entre les besoins d'urbanisation et la nécessité de préserver notre outil de travail qu'est le foncier.

Mais au-delà de cette loi pour laquelle nous allons proposer ensemble des amendements, notre compétitivité est aussi dépendante de distorsions de concurrence que nous subissons dans les domaines du social et de l'environnemental.

Sur le social, il faut alléger le coût du travail en agriculture dans notre pays. Et au-delà des notions de contrat à durée déterminé ou de contrat à durée indéterminé, de charges patronales, c'est une prime à l'emploi que nous réclamons pour tous nos personnels, prime qui nous permettra de rejoindre les coûts de main d'œuvre de nos principaux pays partenaires.

Enfin sur le plan environnemental, la coupe est pleine.

Tout ce que nous subissons est devenu insupportable. Nous nous battons pied à pied depuis plusieurs années. Ça suffit, aujourd'hui il faut que nous obtenions une pause dans les contraintes qui nous sont imposées.

Nous ne pourrions pas courir encore longtemps à côté de nos partenaires avec un sac à dos aussi lourd à porter. Cessons de vouloir être les meilleurs élèves de l'Europe en matière environnementale et contentons nous seulement de faire ce que la réglementation nous demande d'appliquer. Ce sera bien suffisant.

Quant à la taxe carbone, profitons de son rejet pour réaffirmer notre volonté de ne pas nous la voir appliquer et en être totalement exonérée!

Vous voyez, notre mobilisation et notre unité sont indispensables pour que l'agriculture française reste forte et puissante. Les paysans savent nous faire confiance. Il ne faut pas les décevoir.

Au-delà des différences entre producteurs, entre territoires ou productions, l'heure n'est pas à la division et encore moins à la démagogie comme nous l'avons vu dans d'autres secteurs. Il nous faut réfléchir avec l'esprit le plus responsable possible.

Vous pouvez compter sur ma détermination.

Je vous remercie de votre confiance.